

Fischer, André et Malézieux, Jacques, eds (1999) *Industrie et aménagement*. Paris, L'Harmattan (Coll. « Villes et Entreprises »), 352 p. (ISBN 2-4384-6409-2)

Normand Brouillette

Volume 44, Number 121, 2000

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/022892ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/022892ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Brouillette, N. (2000). Review of [Fischer, André et Malézieux, Jacques, eds (1999) *Industrie et aménagement*. Paris, L'Harmattan (Coll. « Villes et Entreprises »), 352 p. (ISBN 2-4384-6409-2)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 44(121), 102–104. <https://doi.org/10.7202/022892ar>

Peut-être le lecteur averti regrettera qu'au-delà de cette analyse, les deux auteurs ne tentent pas davantage d'esquisser en géographes des questions stratégiques futures : que peut devenir l'équilibre du pays entre Europe et Asie avec une Sibérie méfiante envers toutes les populations asiatiques qui la voient? Comment dépasser les complexes néo-impérialistes par rapport aux marges-clefs de l'histoire russe comme les pays baltes, l'Ukraine ou le Caucase, régions devenues autant d'États indépendants? Il reste que la juxtaposition des points de vue intérieur et extérieur est d'un grand apport pour démystifier quelques-uns des pièges tendus à l'observateur superficiel par cette société beaucoup plus riche qu'on ne le laisse souvent entendre.

Jean Radvanyi

Institut National des Langues
et Civilisations Orientales

FISCHER, André et MALÉZIEUX, Jacques, éds (1999)
Industrie et aménagement. Paris, L'Harmattan (Coll. « Villes et
Entreprises »), 352 p. (ISBN 2-7384-6409-2)

Durant les dernières décennies, l'industrie s'est profondément transformée dans sa nature, ses structures, son fonctionnement. De même, son rôle dans la structuration des territoires s'en est trouvé fortement modifié. C'est de cette évolution dont veut rendre compte le dernier ouvrage d'André Fischer et de Jacques Malézieux qui rassemble une vingtaine de textes rédigés principalement par des membres du CRIA, le Centre de recherche sur l'industrie et l'aménagement de l'Université de Paris I.

Le recueil est divisé en trois parties. La première, intitulée « La géographie industrielle dans les années 1980-1990 » — la plus intéressante à mon avis — comporte huit chapitres qui, chacun à leur manière, apportent un éclairage particulier non seulement sur les transformations qu'a connues l'appareil manufacturier, mais également sur différentes approches pratiquées pour en déceler l'évolution. Par exemple, au chapitre 2, P. Beckouche s'attaque aux traditionnelles oppositions industries/services et global/national et montre que ces deux oppositions ne sont guère appropriées pour comprendre les territoires et leurs mutations récentes. Districts, technopôles et réseaux retiennent l'attention de M. Vanier (chapitre 3) qui s'interroge sur la pertinence d'avoir hissé au rang de modèle territorial de développement économique ces concepts fondamentaux de développement qui empruntent des formes si variées et qui appartiennent bien davantage au thème de la métropolisation. Suit un chapitre étoffé de A. Fisher sur les régions anciennement industrialisées et les effets géographiques des technologies nouvelles. Ce chapitre trouve sa suite logique au chapitre 6, rédigé par Fisher et



Malézieux, portant sur la crise de l'industrialisation portuaire en Europe occidentale dont on analyse la situation à la fin des années 1980 et à la fin de l'actuelle décennie. Signalons enfin, dans cette première partie, le chapitre de Thierry Rebour qui présente une interprétation nouvelle de la « crise » économique en France. Sa facture tient davantage de l'économie que de la géographie en s'intéressant d'abord à l'évolution des secteurs de production. Mais ce faisant, il apporte par la même occasion un éclairage nouveau sur la dynamique territoriale française.

La seconde partie, intitulée « Déséquilibres régionaux et aménagement du territoire », regroupe huit textes qui, selon des approches plus empiriques ou plus théoriques, expriment les difficultés à réaliser un équilibre territorial dans un contexte de plus en plus marqué par les effets régionaux de la mondialisation. On appréciera particulièrement celui de J.-P. Hubert sur l'aménagement et le concept de structure (chapitre 9) ou encore celui de A. Fisher sur l'émergence contemporaine de la région dans la planification territoriale en France (chapitre 11). Cinq autres chapitres ont trait à des études de cas, dont trois (G. Dorel, M. Gayda et J.-A. Guieysse) portent sur le territoire français.

La troisième partie, intitulée « Les nouveaux espaces productifs », veut illustrer comment se traduit, géographiquement, le passage d'une économie de production à une économie de communication : « À toutes les échelles, une nouvelle organisation spatiale se met en place [...]. De nouvelles centralités émergent qui participent à la formation de nouvelles disparités socio-spatiales et au renforcement du processus de ségrégation ». S'appuyant sur ses travaux récents portant sur les espaces métropolitains, J. Malézieux rédige deux des six chapitres de cette dernière partie. Il les consacre au nouvel immobilier d'entreprises, à la division sociale de l'espace qu'il entraîne (chapitre 17) et à la dynamique des nouveaux espaces d'activités en Île-de-France (chapitre 20). Le chapitre rédigé par M. Sposito va dans le même sens. Il met en lumière de nouveaux noyaux de centralité, localisés non plus en relation avec le tissu urbain compact de la ville, mais en relation avec un ensemble urbain plus distendu territorialement et aux flux plus intenses et plus articulés.

À une toute autre échelle, C. Manzagol se penche sur l'évolution des espaces de haute technologie aux États-Unis. Prolongeant les analyses antérieures d'Amy Glasmeier (thèse de PhD, Berkeley, 1985), il confirme que l'opposition manichéenne « Frostbelt/Sunbelt » n'est pas si forte qu'on l'avait cru et que ces deux aires sont elles-mêmes fort hétérogènes. L'analyse a pu mettre en évidence l'ampleur et les limites de la diffusion du phénomène « high-tech », mais également le fait que la mise en place des grands foyers technologiques du temps de l'accumulation flexible s'est faite durant l'ère fordiste.

Voilà donc un bon recueil de textes qui s'avérera fort utile aux étudiants des diverses disciplines des sciences sociales préoccupés par les processus à l'œuvre dans la structuration ou la restructuration des territoires. Si, dans le passé, la géographie industrielle a trop souvent étudié l'industrie pour elle-même, elle est maintenant plus attentive à ses effets sur l'organisation spatiale. Par ailleurs, avec la concentration de plus en plus poussée de l'appareil de production dans les zones métropolitaines, on peut croire qu'elle se rapprochera davantage d'une géographie urbaine de plus en plus globale. C'est du moins l'impression que l'on garde à la sortie de ce recueil.

Les qualités très réelles du volume sont malheureusement atténuées par une présentation matérielle comptée au plus juste. La reproduction de nombreux graphiques est de qualité médiocre. Souvent, les grisés ne sont pas suffisamment contrastés, ce qui rend la lecture difficile, ou encore la réduction des figures est telle que l'on ne peut plus distinguer les différentes courbes présentées sur les graphiques. Dans un volume publié par des géographes, cela ne manque pas d'étonner.

Normand Brouillette

Département des sciences humaines

Université du Québec à Trois-Rivières

GARNIER, Jean-Pierre (1999) *Le nouvel ordre local. Gouverner la violence*. Paris, L'Harmattan (Coll. « Géographies en liberté »), 182 p. (ISBN 2-7384-7838-7)

Dans cet ouvrage qui porte sur la gestion de la violence dans les communes françaises, l'auteur considère la « violence urbaine » comme un faux problème que les pouvoirs publics, conseillés par des chercheurs, « s'évertuent en vain de résoudre » (p. 18). Alors que les décideurs et leurs experts parlent de « crise urbaine » en imputant la violence à la cité, il faudrait, selon l'auteur, plutôt invoquer la crise sociale et regarder du côté de la logique globalitaire, celle de la globalisation des échanges, pour expliquer la désintégration sociale à l'origine de la violence qui éclate dans certaines banlieues et qui s'étend, depuis quelques temps, dans les centres-villes et dans les complexes commerciaux.

Ainsi, pour l'auteur, les causes des violences qualifiées d'urbaines ne doivent pas être recherchées au niveau local, mais plutôt à l'échelle de la société en général qui est régie par des rapports de forces non exempts de violence. Alors que les décideurs politiques et leurs experts invoquent la décomposition sociale pour justifier des interventions visant à recréer du lien social, il faudrait plutôt, suivant l'auteur, souligner l'injustice sociale générée par le libéralisme économique. En fait, selon Jean-Pierre Garnier, la violence qui explose dans les banlieues françaises, où se trouvent concentrés les laissés-pour-compte d'une redistribution de la richesse qui se fait principalement au profit des riches, constitue une réplique à un déni d'existence. Cette violence s'inscrit dans « le conflit immémorial qui oppose les misérables aux puissants » (p. 54) et dans « la continuation de la lutte des classes » (p. 35).

